



**Arrêté n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/064 du 23 mars 2021
mettant en demeure le Commissariat à l'énergie atomique et des énergies alternatives
(CEA) de respecter les dispositions du point XXIV de l'annexe 2-13 (lot n°19) de l'arrêté
préfectoral n°2011-PREF.DRCL.BEPAFI.SSPILL/643 du 24 novembre 2011 portant
actualisation des prescriptions de fonctionnement pour son centre recherches de
Saclay – Installation n°27 Bâtiment 391**

**LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Éric JALON, Préfet Hors-classe, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 8 janvier 2019 portant nomination de M. Benoît KAPLAN, administrateur civil hors classe, en qualité de sous-préfet, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2020-PREF-DCPPAT-BCA-241 du 19 octobre 2020 portant délégation de signature à M. Benoît KAPLAN, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n°2009.PREF.DCI 2/BE 0172 du 25 septembre 2009 portant autorisation d'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement présentes sur l'ensemble du site du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) implanté sur les communes de Saclay, Saint-Aubin et Villiers-Le-Bacle,

VU l'arrêté préfectoral n°2011-PREF.DRCL.BEPAFI.SSPILL/643 du 24 novembre 2011 portant actualisation des prescriptions de fonctionnement de l'ensemble du site du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) implanté sur les communes de Saclay, Saint-Aubin et Villiers-le-Bacle,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 22 janvier 2021, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 15 décembre 2020, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 1er février 2021 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

CONSIDERANT que lors de la visite du 15 décembre 2020, l'inspecteur de l'environnement a constaté la non-conformité suivante :

- le stockage des effluents radioactifs n'est pas conforme aux exigences de l'annexe 2-13 de l'arrêté préfectoral n°2011-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/643 du 24 novembre 2011 susvisé,

CONSIDERANT les enjeux en termes de sécurité,

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions du point XXIV de l'annexe 2-13 (lot n°19) de l'arrêté préfectoral n°2011-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/643 du 24 novembre 2011 susvisé,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), dont le siège social est situé 25 rue Leblanc Bâtiment Le Ponant D 75015 PARIS, exploitant un centre de recherches – centre de Saclay, est mis en demeure de respecter :

- **dans un délai de TROIS MOIS à compter de la notification du présent arrêté :**

- le point XXIV de l'annexe 2-13 (lot n°19) de l'arrêté préfectoral n°2011-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/643 du 24 novembre 2011 susvisé, en évacuant les bidons d'effluents radioactifs stockés dans la zone ACTINEO du bâtiment 391 (installation n°27).

L'exploitant est tenu de proposer à l'inspection, sous un délai de trois mois, un échéancier pour l'évacuation des effluents stockés dans la cuve.

Dans le cas où l'exploitant souhaiterait bénéficier de cette zone de stockage temporairement, une demande de modification devra être adressée à Monsieur le Préfet de l'Essonne. Ce dossier devra comporter tous les éléments nécessaires à l'évaluation de la modification, conformément à l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral n°2009.PREF.DC12/BE0172 du 25 septembre 2009 susvisé.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), et publié au recueil des actes administratifs de

la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet de PALAISEAU et Monsieur le Maire de SACLAY.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Benoît KAPLAN